



Conseil économique et social

Distr. générale
10 décembre 2001
Français
Original: anglais

Commission du développement social

Quarantième session

11-21 février 2002

Point 3 b) de l'ordre du jour provisoire*

Suivi du Sommet mondial pour le développement social

et de la vingt-quatrième session de l'Assemblée générale :

examen des plans et programmes d'action pertinents des organismes

des Nations Unies concernant la situation des groupes sociaux

Suivi de l'Année internationale de la famille en 2004

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1-2	2
II. Préparatifs pour la célébration du dixième anniversaire de l'Année internationale de la famille en 2004	3-19	2
A. Commission du développement social	3-4	2
B. Conseil économique et social	5	2
C. Assemblée générale	6	2
D. Département des affaires économiques et sociales	7-19	3
III. Principales dispositions prises en vue de la célébration du dixième anniversaire de l'Année internationale de la famille	20-27	5
A. Initiatives nationales	22-25	6
B. Initiatives régionales et mondiales	26-27	6
IV. Synthèse et suggestions	28-29	7
Annexe		
Orientations pour la création d'un comité national de coordination		9

* E/CN.5/2002/1.



I. Introduction

1. Le présent rapport a été élaboré en application de la résolution 2001/6 du Conseil économique et social, en date du 24 juillet 2001, dans laquelle le Conseil avait demandé au Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale, à sa cinquante-septième session, par l'intermédiaire de la Commission du développement social et du Conseil économique et social, un rapport sur la préparation à tous les niveaux du dixième anniversaire de l'Année internationale de la famille en 2004. Ce rapport serait à rapprocher du rapport intitulé « Suivi de l'Année internationale de la famille » (E/CN.5/2001/4) que le Secrétaire général a présenté à la Commission du développement social à sa trente-neuvième session.

2. Le présent rapport d'activité couvre la période allant de février 2001 à décembre 2001. Il comprend deux parties. La première décrit les initiatives lancées récemment au niveau international en vue de préparer le dixième anniversaire de l'Année internationale en 2004. La deuxième expose la démarche générale adoptée pour la préparation du dixième anniversaire à tous les niveaux et renferme des propositions touchant des mesures de suivi. Restent à définir les mesures à prendre en matière d'organisation, de programmation et de promotion ainsi que les arrangements matériels à prévoir pour préparer l'événement aux niveaux national et régional. Le Secrétaire général en rendra compte dans le rapport qu'il présentera à l'Assemblée générale à sa cinquante-septième session.

II. Préparatifs pour la célébration du dixième anniversaire de l'Année internationale de la famille en 2004

A. Commission du développement social

3. La Commission du développement social est chargée d'examiner chaque année, dans le cadre de son ordre du jour et de son programme de travail pluriannuel, les préparatifs du dixième anniversaire de l'Année internationale de la famille qui aura lieu en 2004. À sa trente-neuvième session, tenue du 13 au 23 février 2001, elle a examiné les recommandations formulées dans le rapport du Secrétaire général (E/CN.5/2001/4), selon lesquelles il fallait s'attacher particulièrement à renforcer les moyens nationaux

d'analyse des politiques, de définition des options et d'évaluation.

4. La Commission du développement social a recommandé à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, d'adopter sans le mettre aux voix le projet de résolution intitulé « Préparation et célébration du dixième anniversaire de l'Année internationale de la famille » (E/CN.5/2001/L.6). Dans ce projet de résolution, les gouvernements sont instamment priés de considérer 2004 comme une année d'échéance lors de laquelle des résultats concrets devront avoir été obtenus pour identifier et préciser les questions intéressant directement les familles et mettre sur pied et renforcer, selon les cas, des mécanismes pour planifier et coordonner les activités des organismes gouvernementaux et des organisations non gouvernementales. Les États Membres sont invités à envisager d'organiser des activités dans le cadre de la préparation de la célébration du dixième anniversaire de l'Année internationale de la famille au niveau national. Par ailleurs, au cours des délibérations de la Commission, plusieurs représentants de gouvernements ont souscrit aux démarche et stratégie générales adoptées pour la préparation du dixième anniversaire (voir E/CN.5/2001/4). On a également insisté sur la nécessité d'intégrer pleinement la famille et les questions y relatives dans de grandes stratégies de développement socioéconomique¹.

B. Conseil économique et social

5. À sa session de fond de 2001, le Conseil économique et social a adopté le projet de résolution recommandé par la Commission du développement social et il en a recommandé l'adoption à l'Assemblée générale (résolution 2001/6). Nombre d'intervenants² ont réaffirmé qu'ils appuyaient la célébration du dixième anniversaire de l'Année internationale et insisté de nouveau sur le rôle déterminant que joue la famille dans la société. Ils ont souligné qu'il importait de mettre au point des politiques et programmes à long terme concrets en faveur des familles.

C. Assemblée générale

6. À sa cinquante-sixième session, l'Assemblée générale était saisie d'une note (A/56/57-E/2001/5) par laquelle le Secrétaire général lui transmettait le rapport

sur le suivi de l'Année internationale de la famille (E/CN.5/2001/4). La Troisième Commission a examiné le projet de résolution recommandé par le Conseil économique et social pour adoption (voir A/C.3/56/L.2) ainsi que les amendements qui y étaient proposés (A/C.3/56/L.7). Sur la recommandation de la Commission (voir A/56/572, par. 5 à 10 et 24), l'Assemblée générale a adopté le projet de résolution tel qu'amendé (résolution 56/113). Dans cette résolution, l'Assemblée a encouragé les commissions régionales à participer à la préparation du dixième anniversaire de l'Année internationale de la famille et à s'employer à faciliter la coopération régionale à cet égard. Elle a prié le Secrétaire général de lui rendre compte à sa cinquante-septième session, par l'intermédiaire de la Commission du développement social et du Conseil économique et social, de l'application de la résolution, en exposant notamment l'état des préparatifs, à tous les niveaux, du dixième anniversaire de l'Année internationale de la famille. Les représentants d'un certain nombre de gouvernements ont participé au débat général sur la famille et ont préconisé qu'un soutien résolu soit apporté à la commémoration du dixième anniversaire de l'Année internationale de la famille en 2004³.

D. Département des affaires économiques et sociales

7. En sa qualité d'organe responsable de la célébration du dixième anniversaire de l'Année internationale de la famille en 2004, le Département des affaires économiques et sociales a lancé diverses initiatives à tous les niveaux. Il s'est employé à promouvoir l'idée selon laquelle les familles sont le moteur économique et social de la société et il a fait valoir, dans plusieurs rapports et communications et au cours de diverses réunions, le rôle positif qu'elles jouent dans leurs sociétés respectives. Il a également mené une action concertée en vue de favoriser la recherche d'un terrain d'entente et d'une communauté de vues entre les groupes ayant une approche différente des questions relatives à la famille.

8. Le Département a organisé, du 1er au 5 octobre 2001 à New York, une réunion consultative sur la coordination régionale et mondiale des activités de promotion de l'intégration sociale, dont l'un des grands objectifs était de mettre au point une approche clairement définie des préparatifs et de la célébration

du dixième anniversaire de l'Année internationale de la famille en 2004. Les débats ont essentiellement porté sur les activités de sensibilisation, de promotion, de recherche et de coopération technique. Ont participé à cette réunion des représentants de la Commission économique pour l'Europe, de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes et de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, ainsi qu'un représentant du Département de l'information et un représentant du Bureau des commissions régionales à New York. La réunion a décidé ce qui suit :

a) Les commissions régionales tiendraient des consultations officieuses au niveau régional avec les représentants des organes et organisations des Nations Unies compétents, d'organisations régionales et d'organisations non gouvernementales, afin d'échanger des informations et de coordonner les activités, selon que de besoin, en prévision du dixième anniversaire;

b) Les commissions régionales et le Département des affaires économiques et sociales procéderaient conjointement à une analyse des grandes tendances régionales touchant les familles. Ils échangeraient leurs points de vue concernant les principaux sujets de recherche et définiraient les thèmes et problèmes prioritaires nécessitant une étude approfondie;

c) Il y avait lieu de promouvoir les colloques et autres réunions d'experts de façon à favoriser les échanges de connaissances et de données d'expérience dans le cadre du dixième anniversaire.

9. Le Département des affaires économiques et sociales a établi des liens de collaboration avec d'autres organisations du système des Nations Unies. Les organes directeurs d'institutions et organes des Nations Unies tels que le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), l'Organisation internationale du Travail (OIT), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), s'intéressent de plus en plus aux questions relatives à la famille. En outre, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a créé un groupe sur la santé des familles et des collectivités.

10. Le Département a également engagé des consultations avec le Secrétariat de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), l'Organisation de l'unité

africaine (OUA), l'Organisation des États américains (OEA), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (Groupe ACP), la Commission du Pacifique Sud, le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique, le Conseil de coopération du Golfe, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), l'Organisation de la Conférence islamique, le Conseil de l'Europe, le Secrétariat du Commonwealth, le Conseil nordique et la Ligue des États arabes. Ces organisations intergouvernementales souhaitent à la fois promouvoir et oeuvrer à une meilleure compréhension des questions relatives à la famille et jouer un rôle de sensibilisation auprès des plus hauts responsables. Elles approuvent, d'autre part, les objectifs retenus pour les préparatifs et la célébration du dixième anniversaire.

11. Organisée par le Secrétariat en marge de la trentième session de la Commission du développement social, la troisième Réunion consultative des organisations non gouvernementales régionales et internationales sur la famille s'est tenue à New York le 9 février 2001. Y ont participé les représentants de sept organisations non gouvernementales (ONG) internationales⁴, qui ont exposé les activités et les programmes de ces organisations dans le domaine de la famille. Ils ont échangé des informations sur les activités planifiées en 2001, en soulignant l'importance des objectifs assignés à l'Année internationale de la famille. Ils ont aussi évoqué les principales préoccupations que partagent leurs organisations en ce qui concerne la famille, à savoir notamment l'éducation des parents, les migrations, les politiques familiales, le renforcement des compétences, le VIH/sida et la législation relative à la famille. La réunion s'est félicitée de l'action menée par le Programme sur la famille et a souligné la nécessité d'instaurer un esprit de partenariat dans la perspective de la commémoration de l'anniversaire.

12. Les organisations non gouvernementales internationales constituent, pour le Département, des partenaires de tout premier plan. Au cours de la présente phase préparatoire, des initiatives intéressantes ont été prises à New York, Vienne, Paris et Kuala Lumpur par certaines ONG ou par des comités chargés, au sein des ONG, des questions intéressant la famille. Des contacts ont été engagés avec d'autres organisations non gouvernementales afin de les associer aux préparatifs de l'anniversaire⁵.

13. Par ailleurs, conformément aux dispositions du paragraphe 4 de la résolution 54/124 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1999, un réseau inter-universitaire a été mis en place pour promouvoir la recherche, la diffusion des connaissances et la coopération entre les institutions d'enseignement supérieur dans le domaine de l'élaboration des politiques relatives à la famille. On encourage la recherche sur sept grands thèmes : les méthodes d'élaboration des politiques relatives à la famille; la technologie et ses répercussions sur la famille; les statistiques et les indicateurs relatifs au bien-être de la famille; le VIH/sida et ses séquelles sur la famille; la retraite et ses incidences sur la famille; les entreprises familiales et leur importance pour le développement économique; et les fonctions sociales de la famille dans les domaines de la socialisation et de la prestation des soins de santé. Les résultats de la recherche seront périodiquement affichés sur le site Web du Groupe pour la famille et seront accessibles, via l'Internet, au public, aux spécialistes et aux décideurs. Font actuellement partie du réseau des universités des pays suivants : Afrique du Sud, Autriche, Canada, États-Unis d'Amérique, France, Malaisie, Maroc, Nigéria, Philippines, Singapour, Slovaquie et Uruguay.

14. Une des principales activités de recherche intervenant dans le cadre des préparatifs du dixième anniversaire consistera à réaliser, avant la fin de 2003 et en collaboration avec les commissions régionales, une étude sur les grandes tendances auxquelles est soumise la famille (voir au paragraphe 8). Il s'agit de mettre en évidence et d'analyser les grandes tendances régionales telles que : le changement de la structure familiale et notamment la réduction de la taille des ménages; le report des mariages et la procréation tardive; l'accroissement des taux de divorce et du nombre des familles monoparentales; l'augmentation des mouvements migratoires; le vieillissement de la population; les nouvelles technologies; la pandémie du VIH/sida; et la mondialisation. En complément à ces analyses, le Secrétariat a mis en chantier trois études de cas sur la famille en 2001 intitulées : a) les familles les plus touchées par le VIH/sida dans un groupe donné de pays; b) la technologie de l'information et de l'éducation et ses incidences sur la famille (Irlande et Malaisie); et les indicateurs et les statistiques du bien-être de la famille. Ces études de cas visent à stimuler la réflexion sur les types de stratégies et de politiques susceptibles de prendre en considération les tendances

actuelles et futures à même d'influencer la condition des familles.

15. Le Secrétariat a continué de renforcer, avec les centres de recherche et les institutions universitaires, le processus de consultation, qui porte sur l'échange d'informations, l'organisation de réunions, la recherche et la promotion de la commémoration du dixième anniversaire. Par exemple, le National Council on Family Relations, qui offre un cadre dans lequel chercheurs, éducateurs et spécialistes contribuent à l'enrichissement et à la diffusion des connaissances relatives à la famille et aux relations familiales, a fourni un appui à la commémoration du dixième anniversaire⁶. Les domaines dans lesquels le Département et le National Council pourraient coopérer comprennent l'organisation d'une réunion d'experts, la publication d'un cahier consacré aux questions traitées dans le cadre du dixième anniversaire, la promotion de la Journée internationale des familles par le biais du National Council et le choix du thème du dixième anniversaire pour l'une des conférences annuelles du National Council.

16. Le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les activités en faveur de la famille⁷ fournit aux gouvernements et aux ONG une assistance financière en vue de la réalisation de projets orientés vers le bien-être des familles. Une attention particulière est accordée aux pays les moins avancés, aux pays en développement et aux pays en transition économique et sociale. En application de la résolution 50/142 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1999, la priorité, en matière d'allocation des fonds, est accordée aux activités catalytiques et innovatrices qui intéressent la famille, tandis qu'un financement de départ est proposé pour le renforcement des capacités et les activités de sensibilisation, ainsi que l'analyse et l'évaluation des stratégies, des politiques et des programmes.

17. Depuis septembre 2000, on a soumis au Fonds 13 propositions de projets portant sur des thèmes tels que la protection des droits des enfants et les soins aux orphelins et aux personnes âgées. Financé en 2001, un projet du Gouvernement panaméen vise à lutter contre la pauvreté extrême en milieu rural en encourageant les membres des familles à coopérer en vue d'assurer leur indépendance économique. D'après les données de la Division des politiques sociales et du développement social, qui relève du Département, le solde des

ressources disponibles s'élèverait, au 27 novembre 2001, à 293 586 dollars⁸.

18. Le site Web que l'ONU consacre au Programme sur la famille peut être consulté à l'adresse suivante : <<http://www.un.org/esa/socdev/family/index.html>>. Sur ce site qui est périodiquement mis à jour, le lecteur trouvera des résolutions des Nations Unies, des rapports du Secrétaire général et des publications du Département⁹ intéressant les questions relatives à la famille. En outre, *Family Matters*, un bulletin bimestriel qui paraît également sur le site, fournit des informations actualisées sur les préparatifs de la commémoration du dixième anniversaire. Un répertoire des instances nationales qui s'occupent des questions relatives à la famille paraîtra sur le site en 2004.

19. En 2001, le Secrétariat a participé à la commémoration de la Journée internationale des familles (15 mai) en établissant un dossier de référence à l'intention des gouvernements, du système des Nations Unies – y compris les commissions régionales – et des organisations non gouvernementales. Le thème choisi pour 2001 était « Families and Volunteers: building social cohesion » (« Les familles et les volontaires oeuvrent au renforcement de la cohésion sociale »), thème censé faire écho à la désignation de 2001 comme Année internationale des volontaires. Un message du Secrétaire général a été largement distribué, et la Journée internationale a été célébrée au siège de l'ONU. Eu égard à la tenue de la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement, le thème de la Journée internationale des familles pour 2002 sera « Families and Ageing: Opportunities and Challenges » (« La famille et le vieillissement : perspectives et défis »).

III. Principales dispositions prises en vue de la célébration du dixième anniversaire de l'Année internationale de la famille

20. Les activités prévues à l'occasion du dixième anniversaire se dérouleront en trois phases : a) une phase préparatoire (2002-2003) de mise en place et de mobilisation des structures d'organisation, d'identification des questions prioritaires et de travaux liés aux initiatives et activités de préparation de la célébration; b) une phase de célébration (2004), au

cours de laquelle un certain nombre d'activités auront lieu et les gouvernements mettront en oeuvre les initiatives qu'ils ont planifiées pour célébrer l'anniversaire; et c) une phase de suivi, pendant laquelle une évaluation des progrès accomplis et des obstacles rencontrés dans la mise en oeuvre des objectifs de l'Année internationale de la famille sera menée à tous les niveaux et de façon continue afin d'en garantir le succès.

21. Les activités liées au dixième anniversaire de l'Année internationale de la famille, avant et pendant l'année 2004, devront être entreprises à tous les niveaux – national, régional et mondial. L'accent sera mis en priorité sur les activités nationales et locales. La célébration proprement dite aura lieu en 2004 et de multiples activités seront programmées à cette occasion.

A. Initiatives nationales

22. Des programmes sont mis en oeuvre sur le plan national pour aider les familles à s'acquitter de leur rôle et promouvoir les atouts de la famille, notamment sa capacité intrinsèque de s'autosuffire, ainsi que pour encourager les activités autonomes en sa faveur. Ces programmes devront refléter une conception intégrée de la famille et de ses membres, de la collectivité et de la société.

23. Un large éventail d'activités d'appui et d'information à intégrer dans le cadre des activités locales et nationales est proposé. Le début de l'année marquant le dixième anniversaire devrait en principe être perçu comme l'occasion de lancer des activités d'information et d'appui permettant de donner à l'événement le plus grand retentissement possible. À titre d'exemple, des déclarations et des discours sur la célébration du dixième anniversaire pourraient être prononcés par les chefs d'État ou de gouvernement, des annonces faites sur les politiques et programmes que les pouvoirs publics entendent mener sur des questions précises intéressant la famille, une journée ou une semaine internationale de la famille célébrée et des manifestations sur la famille organisées.

24. Chaque gouvernement est invité à mettre en place à l'occasion du dixième anniversaire un comité national de coordination chargé de prévoir, promouvoir et coordonner les activités que devront mener les divers organes et institutions gouvernementaux et non

gouvernementaux concernés. Ce comité de coordination facilitera également la prise en compte des questions ayant trait à la famille dans le processus global de planification de développement national. Une coordination étroite et efficace entre les nombreux acteurs concernés est souhaitable tout au long du processus d'élaboration et d'application des politiques. Cette coordination peut se faire au moyen de procédures et d'arrangements institutionnels spécifiques, qui peuvent prendre différentes formes adaptées aux traditions et situations politiques et administratives propres à chaque pays. Les comités nationaux ou autres organes de coordination peuvent être utilisés pour assurer la liaison avec l'ONU en ce qui concerne le dixième anniversaire. Il est proposé aux gouvernements de mettre sur pied leur comité national de coordination ou un mécanisme analogue chargé du dixième anniversaire de l'Année internationale au début de 2002 ou peu de temps après, ou bien de charger un organe existant des préparatifs du dixième anniversaire à cette date. L'action des pouvoirs publics est nécessaire afin d'associer tous les secteurs de la société et d'élaborer des programmes spécifiques visant à préparer le dixième anniversaire, en particulier au niveau local (voir annexe).

25. Les gouvernements pourront aussi envisager d'établir un plan national d'action en vue du dixième anniversaire, qui recensera les besoins spécifiques des familles et proposera des mesures à appliquer d'ici à la fin de 2002. Des initiatives nationales seront prises par chaque gouvernement dans le contexte plus vaste de la stratégie définie pour le dixième anniversaire¹⁰. La société civile a un rôle utile à jouer dans ce contexte, et est susceptible, par sa participation active, d'apporter une contribution précieuse au succès du dixième anniversaire.

B. Initiatives régionales et mondiales

26. Le dixième anniversaire peut être l'occasion de recommander aux niveaux mondial et régional l'adoption de mesures venant compléter et appuyer les initiatives prises aux échelons national et local. Il conviendra de définir et d'appliquer des mesures efficaces et concrètes pour marquer cet anniversaire. Les organisations et organismes des Nations Unies, notamment les commissions régionales, doivent s'associer activement au processus préparatoire, de

même que les instituts de recherche et les établissements universitaires.

27. Les organisations et organismes des Nations Unies devront apporter largement leur appui à la célébration du dixième anniversaire, notamment pour ce qui est des questions relevant de leurs domaines d'activité propres. Ils sont encouragés à désigner des coordonnateurs en la matière chargés d'entretenir des contacts réguliers avec le Programme sur la famille du Département des affaires économiques et sociales, organe chef de file pour les questions relatives au dixième anniversaire.

IV. Synthèse et suggestions

28. Le Département a entamé le processus préparatoire de la célébration du dixième anniversaire en diffusant des informations sur ses objectifs et ses orientations, ainsi qu'en encourageant la coopération. Lors de réunions organisées sous l'égide de l'ONU, plusieurs gouvernements se sont déjà prononcés en faveur d'une célébration active de l'anniversaire. Le système des Nations Unies a ainsi été encouragé à poursuivre ses projets concernant la célébration. Par ailleurs, des mesures ont été prises aux échelons régional et international afin de prendre des initiatives communes, d'encourager des activités de sensibilisation et d'information et d'appeler l'attention sur certaines questions liées à la famille. Un certain nombre d'organisations intergouvernementales et d'organisations non gouvernementales internationales se sont déjà associées au processus préparatoire. Les instituts de recherche sont également invités à participer aux activités menées pour la célébration. Il faut faire encore davantage et des efforts supplémentaires sont attendus à tous les niveaux en vue de garantir le succès des préparatifs et dans l'optique de la célébration du dixième anniversaire. En particulier, le Département accueille favorablement les initiatives que les États Membres sont susceptibles de prendre aux niveaux local et national. On s'attend à ce que les organisations des Nations Unies apportent un large soutien à la célébration du dixième anniversaire, notamment pour ce qui est des questions intéressant plus particulièrement leurs programmes, et que les organisations non gouvernementales fassent fond sur les connaissances approfondies et la vaste expérience qu'elles possèdent pour mettre au point des activités

liées à la famille et prendre ainsi une part active aux préparatifs de l'anniversaire.

29. Le Département souhaite formuler les propositions suivantes :

a) Les gouvernements pourraient envisager de mettre sur pied des comités nationaux de coordination chargés des préparatifs du dixième anniversaire de l'Année internationale de la famille et de sa célébration en 2004;

b) Les gouvernements pourraient également envisager d'organiser une campagne d'information publique destinée à appeler l'attention sur la célébration du dixième anniversaire de l'Année internationale de la famille et ses objectifs. Ils souhaiteront peut-être étudier la possibilité de désigner une journée nationale, une semaine ou un mois de la famille à l'occasion de l'anniversaire, et d'établir un calendrier national de manifestations sur la famille pour 2002-2003, afin de promouvoir les échanges d'informations et la collaboration concernant des projets de recherche et autres. Ils pourront également prévoir des manifestations marquant la Journée internationale de la famille (15 mai) en 2002 et 2003, afin d'appeler l'attention de l'opinion publique sur le rôle central de la famille et ses besoins spécifiques;

c) Les gouvernements pourraient en outre envisager d'appuyer et d'élargir le dialogue avec les groupes et organisations locaux, afin d'encourager leur participation active à la conception et à la mise en oeuvre des projets et des activités;

d) Des possibilités supplémentaires de participer en qualité de partenaires aux activités concernant la famille menées au sein du système des Nations Unies pourraient être offertes aux organisations non gouvernementales et aux institutions se consacrant aux questions intéressant la famille, à la recherche dans ce domaine et aux questions liées à la politique familiale, de façon à promouvoir la collaboration avec ces entités;

e) Il conviendrait d'encourager les commissions régionales de l'ONU à jouer un rôle actif dans les préparatifs de l'anniversaire en inscrivant à leur programme de travail des activités de recherche orientées vers l'action, la tenue de réunions d'experts sur les questions concernant la famille qui présentent un intérêt particulier pour les différentes régions, l'élaboration de programmes d'assistance technique, la

mise en place de mécanismes interinstitutions sur le plan régional et le renforcement de la collaboration avec les organisations gouvernementales et non gouvernementales régionales;

f) Les organisations intergouvernementales rattachées au système des Nations Unies et extérieures à celui-ci dont les activités de base sont étroitement liées à la famille et susceptibles de contribuer à la célébration du dixième anniversaire pourraient être encouragées à continuer d'examiner les incidences de leurs activités sur la famille, à mettre au point des programmes spécifiques et à consacrer des ressources au financement d'initiatives locales et nationales marquant le dixième anniversaire;

g) Il pourrait être envisagé d'élaborer une stratégie d'information concernant le dixième anniversaire, en coopération avec le Département de l'information, afin d'appeler l'attention sur le rôle et les besoins des familles et de susciter à tous les niveaux l'adoption d'initiatives tendant à promouvoir le dixième anniversaire;

h) Des contributions pourraient être versées au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les activités en faveur de la famille, comme suite à la résolution 54/124 de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1999, intitulée « Suivi de l'Année internationale de la famille », en vue du dixième anniversaire de l'Année internationale de la famille en 2004.

Notes

¹ Les États Membres reçoivent régulièrement depuis 1999 des communications les informant des débats des organes intergouvernementaux, des résolutions de l'Organisation des Nations Unies et des rapports du Secrétaire général concernant le dixième anniversaire de l'Année internationale de la famille en 2004.

² Antigua-et-Barbuda, Bénin, Cameroun, Chili, Haïti, Jamaïque, Kirghizistan, République dominicaine, Sainte-Lucie et Trinité-et-Tobago.

³ Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Belize, Bhoutan, Botswana, Cap Vert, Comores, Égypte, Fédération de Russie, Gambie, Ghana, Mali, Népal, Ouganda, Philippines, Sainte-Lucie, Soudan, Thaïlande et Venezuela.

⁴ Mouvement international ATD quart monde; Comité des ONG pour la famille (New York); Comité des ONG pour la famille (Vienne); Fédération internationale pour

l'éducation des parents; Fondation pour les droits de la famille; Parents Forum; Communauté internationale Bahaïe.

⁵ Fédération internationale pour le développement de la famille; European Foundation Centre; Parenting Coalition International; Zonta International; Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines; World Association for Early Childhood Education; Mouvement mondial des mères; Association mondiale des guides et des éclaireuses; Alliance mondiale des unions chrétiennes de jeunes gens; Association soroptimiste internationale; Rotary International; Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge; Fédération internationale pour l'éducation des parents; Fédération internationale pour l'économie familiale; International Council for Open and Distance Education; Bureau international catholique de l'enfance; Association internationale des Lions Clubs; Alliance internationale des femmes; Organisation universitaire interaméricaine; Forum des éducatrices africaines; Conseil européen de recherches sociales sur l'Amérique latine; et European Association for the Education of Adults.

⁶ Le National Council on Family Relations publie deux revues, organise une conférence annuelle, oeuvre en faveur de l'éducation, à la vie en famille et favorise la concertation entre spécialistes des questions relatives à la famille.

⁷ En application de la résolution 50/142 de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 1995, le Fonds de contributions volontaires pour l'Année internationale de la famille a été rebaptisé « Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les activités en faveur de la famille ».

⁸ Comptes non vérifiés pour l'exercice biennal terminé le 27 novembre 2001 : tableaux relatifs aux différents fonds d'affectation spéciale.

⁹ *L'impact des technologies sur la famille*, publication des Nations Unies, numéro de vente : E.99.IV.6; *Familles et le monde du travail*, publication des Nations Unies, numéro de vente : E.00.IV.5; et *Approaches to family policies : a profile of eight countries*.

¹⁰ E/CN.5/2001/4, par. 17 à 19.

Annexe

Orientations pour la création d'un comité national de coordination

A. Définition et composition

Pour atteindre ses objectifs, le comité national de coordination pour le dixième anniversaire devra posséder l'influence politique nécessaire et bénéficier d'une grande notoriété et éventuellement être établi au niveau politique et de prise de décisions le plus élevé. Il lui faudra refléter le caractère pluridisciplinaire des questions concernant la famille et assurer des consultations, la coordination et l'exécution intersectorielles, ainsi qu'un appui structurel suffisant. Le comité sera composé, le cas échéant, de représentants d'organisations gouvernementales et non gouvernementales, d'associations et du secteur privé ainsi que de simples particuliers. Les gouvernements jugeront peut-être utile de veiller à ce que ces secteurs soient largement représentés au sein du comité national de coordination pour le dixième anniversaire et se voient accorder le statut approprié.

B. Objectifs et fonctions

Le comité national de coordination a principalement pour objet de promouvoir les questions et activités ayant trait à la famille, qui font partie intégrante du développement national, dans la perspective du dixième anniversaire. L'un de ses objectifs principaux doit être d'adopter une approche coordonnée et intégrée des questions concernant la famille.

Le comité national de coordination devra notamment s'acquitter des fonctions ci-après :

- a) Recenser, suivre et évaluer les divers programmes gouvernementaux et non gouvernementaux concernant directement ou indirectement la famille, dans la perspective du dixième anniversaire;
- b) Dûment assurer la promotion du dixième anniversaire aux niveaux local et national;
- c) Élaborer et appliquer un programme national de préparation de la célébration du dixième anniversaire, prenant la forme d'une « stratégie nationale d'action »;
- d) Examiner et évaluer la situation de la famille et recenser les enjeux et problèmes spécifiques;
- e) Sensibiliser l'opinion publique aux enjeux et problèmes liés à la famille et jouer un rôle de premier plan dans l'articulation de ces questions;
- f) Assurer le suivi et l'évaluation des politiques et programmes ayant trait à la famille;
- g) Encourager et mener des recherches sur la famille et centraliser l'information et les données disponibles sur la famille au plan national;

- h) Faciliter la participation des organisations non gouvernementales aux préparatifs et à la célébration de l'anniversaire;
 - i) Favoriser l'intégration de programmes sur la famille dans les stratégies nationales de développement.
-